

TOMMASO PADOA-SCHIOPPA

Ancien ministre italien de l'Économie et des Finances

Laissez-moi commencer par quelques mots sur l'intitulé de cette session et comment je l'interprète. Les deux termes « futur » et « capitalisme » sont quelque peu vagues ; le premier parce que plusieurs futurs sont toujours possibles et celui que nous aurons dépendra largement de nous. Nous devons penser au futur de manière prescriptive plutôt que prédictive, même si pour devenir prescriptifs de manière responsable, nous devons prescrire des choses entrant dans le domaine du possible.

Le capitalisme est un autre terme vague. Il est associé à la révolution industrielle et est inévitablement lié à l'apparition de procédés, usines et concentrations de main d'œuvre à grande échelle, tout comme à la concentration des richesses financières. Ce type de capitalisme est peut-être terminé, remplacé par les seconde et troisième révolutions industrielles.

Au sujet de l'avenir du capitalisme au cœur de la grande crise actuelle, certains tentent de dire que 2009 est pour le capitalisme ce que 1989 fut pour l'économie planifiée, à savoir un effondrement définitif et la preuve absolue qu'il représente un système non viable.

Le capitalisme, selon cette interprétation, est plus ou moins synonyme d'économie de marché et la question est de savoir si nous devons dire que cette crise marque la fin des économies de marché ou seulement celle de sa version que les Français aiment appeler capitalisme anglo-saxon ou néolibéralisme. Cette crise marque-t-elle la fin du capitalisme ou des économies de marché ? J'interprète donc l'intitulé de cette session comme une question : comment envisager l'avenir des économies de marché après cette crise ?

Quelle est la nature de cette crise ? Je ne pense pas qu'il s'agisse comme en 1989 de la dernière preuve d'une erreur qui s'est transformée en expérience sociale, l'erreur étant que l'intérêt personnel aurait pu être extirpé de la nature humaine et remplacé par une économie planifiée de manière rationnelle. 1989 marque la fin définitive de cette illusion alors que la période 2007-2009 ne marque en aucun cas la fin de la découverte d'Adam Smith, à savoir que lorsqu'elle est encadrée par la loi et un ensemble approprié d'institutions, la pulsion de l'intérêt personnel a le pouvoir miraculeux de renforcer la richesse collective des nations. Cette proposition fondamentale, selon moi, n'a pas été démentie par la crise.

Ainsi, ce qui a échoué dans cette crise, ce n'est pas le système en vertu duquel les individus ou les entreprises poursuivent leur propre intérêt mais une version de ce système dans lequel ils poursuivent leur intérêt sans être encadrés par des règles et de l'action publique qui sont indispensables pour aboutir au miracle.

Une idée-force qui peut être invoquée pour traiter la question de la dette et envisager le futur de l'économie de marché, c'est celle de biens publics. Deux propositions essentielles ont été élaborées en matière de biens publics. La première affirme que les biens publics peuvent être produits uniquement par une entité publique et non, par définition, par le marché, mais que cette entité ne doit pas être l'État lui-même. La seconde est de dire que les biens publics ne sont pas exclusivement nationaux. Ces deux propositions rendent compte des leçons qui devront être tirées de cette crise et qui, si elles sont apprises correctement,

assureront non seulement l'avenir du capitalisme mais également un meilleur avenir que celui que nous avons connu ces dernières années.

Première proposition : la production des biens publics ne dépend pas du marché et ne doit pas être dominée par des considérations politiques. De nombreux exemples viennent étayer cette proposition. Les agences indépendantes étaient prisonnières des intérêts du marché avant cette crise. Les ministres et dirigeants politiques ont échoué dans leur tâche et ont été, dans une large mesure, prisonniers de leurs fonctionnaires et administrations. Les législateurs étaient prisonniers des groupes d'intérêt et des signes montrent que c'est peut-être encore le cas. Tous ces faits renvoient à la question de la relation entre les intérêts politiques et économiques. Il a fallu des siècles, voire plus, pour définir la relation entre la sphère politique et religieuse dans la vie des hommes, alors que ce n'est qu'au cours des deux derniers siècles que la nécessité de définir la relation entre les sphères économique et politique a été affirmée.

En déclarant que les biens publics ne doivent être ni dépendants du marché ni dominés par des intérêts politiques, la distinction entre les politiques (choix idéologiques, stratégiques) et la politique (choix d'ordre pratique) est pertinente. La fourniture de biens publics relève de choix pratiques et non de choix idéologiques. Par exemple, une banque centrale met en œuvre une politique concrète mais reste indépendante des pouvoirs politiques. La difficulté est de savoir comment définir un profil institutionnel approprié pour les choix pratiques afin de garantir son indépendance à la fois vis à vis des intérêts privés et vis à vis du jeu politique.

La seconde proposition avance que les biens publics ne sont pas exclusivement nationaux. Il existe au moins cinq niveaux de biens publics : municipal, régional, national, continental et mondial. Chacun de ces niveaux nécessite un gouvernement, et des institutions doivent être conçues pour fournir des biens publics correspondant à ce niveau. Le terme « public » a plusieurs significations. Lorsque nous parlons de gouvernance mondiale, nous faisons référence au plus haut de ces cinq niveaux et nous sommes seulement au tout début d'une période historique qui verra la création des institutions de la gouvernance mondiale.

Je ne pense pas que les nations soient les détentrices exclusives de l'intérêt public. Elles sont détentrices de l'un des cinq niveaux de l'intérêt public. Le changement climatique n'est certainement pas un intérêt public qui est du seul ressort des États. Il y a 200 États nations dans le monde, bien trop pour traiter efficacement du problème du changement climatique.

L'avenir de l'économie de marché dépend de notre capacité à résoudre les deux problèmes que je viens de mentionner, problèmes relatifs à la production des biens publics que le marché seul ne peut prendre en charge.